

Gouvernance vs démocratie

Jean-Claude Ravet, Relations, avril-mai 2012, page 14-15

Le philosophe Castoriadis se refusait d'appeler «démocratie» le régime politique en vigueur en Occident, le qualifiant plutôt d'oligarchie libérale - c'est-à-dire pouvoir d'une élite capitaliste. Car derrière le voile du nom, se cache un profond mépris des fondements démocratiques : participation populaire, égalité des voix, autonomie et débats. Les crises économiques et financières actuelles ont ceci de particulier qu'elles lèvent, de temps à autre, le voile des apparences. Récemment, le musèlement du peuple et l'imposition à la tête des «démocraties» grecque et italienne de banquiers à la solde d'institutions financières en sont de scandaleux exemples.

Quand le premier ministre québécois et le président de la Caisse de dépôt et placement du Québec vont rendre visite à celui qui règne sur l'empire Power Corporation, n'agissent-ils pas ainsi en bons et loyaux vassaux? Quand le Plan Nord du Parti libéral ressemble à s'y méprendre à un buffet de choix servi aux multinationales, ne remplit-il pas son rôle qui sied à un régime où les

intérêts privés d'une élite se confondent aux intérêts publics, à l'image de la phrase célèbre d'un président américain : «Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis»?

Pas étonnant non plus, pour bien des partis politiques, que «faire de la politique autrement» signifie simplement d'agir en hommes d'affaires et de considérer le pouvoir exécutif comme un C.A. d'entreprise. C'est en tout cas ce dont nous convainc, sans fard, la Coalition avenir Québec. Dès lors est non avenu un projet de société mobilisant des valeurs fondamentales comme l'égalité et la justice sociale, le partage équitable des richesses, la solidarité avec les plus démunis, le bien commun, impliquant la participation du plus grand nombre. Ce qui compte, c'est le rendement, l'efficacité, la production. La bonne gouvernance est le mot-clé. *Exit* les conflits, les débats, qui perturbent la bonne marche des affaires. Bannis les mots exclusion, inégalités sociales, domination et rapports de pouvoir qui évoqueraient des réalités «dépassées». La démocratie

est ainsi réduite à une coquille vide.

La démocratie est aux antipodes d'un pouvoir élitiste qui tend à enfermer chacun dans son rôle et à promouvoir le repli dans la vie privée plutôt que la participation citoyenne, afin d'instrumentaliser l'espace politique à des fins mercantiles. Indissociable de l'apparition publique des exclus, des inégaux - ces moins égaux que d'autres, pour paraphraser Orwell -, elle met en scène la conflictualité de la vie sociale, l'antagonisme des rapports sociaux.

On comprend dès lors comment la

démocratie est menaçante, subversive et toujours en état de projet. Sortir de l'illusion d'être en démocratie, comme s'il s'agissait avant tout d'un lieu, d'un régime plutôt que d'un mode d'action, est déjà une façon de s'en approcher. Dans les moments de crise, quand le carcan de la norme sociale imposée se fissure de toutes parts, l'espérance réside dans la résurgence de la passion politique pour les affaires humaines engloutie sous la chape de plomb du conformisme, mais toujours sur le qui-vive. N'est-elle pas d'ailleurs en train d'ouvrir des brèches?